

Contexte régional

En 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale

Jean-François Eudeline, Insee Normandie

En 2015, la Normandie perd 1 100 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole. Avec cette légère contraction de 0,2 %, l'emploi normand ne bénéficie donc pas de la reprise au niveau national (+ 0,5 %). Le recul des effectifs est toutefois atténué par rapport aux années précédentes (- 0,8 % en 2014 et - 0,9 % en 2013) grâce au rebond dans le secteur tertiaire. L'emploi intérimaire continue d'augmenter (+ 4,3%) mais à un rythme moindre qu'au niveau national (+ 9,4 %)

Des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction

A contrario, les emplois industriels continuent de subir des pertes (- 1,5 % contre - 1,2 % au niveau national). Tous les secteurs industriels sont affectés, hormis l'énergie (+ 0,5 %). En particulier, l'industrie agroalimentaire, très présente en Normandie, perd 1,2 % de ses emplois, contrastant ainsi avec l'évolution positive au niveau national (+ 0,3 %).

Dans la construction, malgré la stabilisation de l'activité, l'emploi baisse fortement de 3,4 % en 2015, une baisse plus forte qu'au niveau national (- 2,6 %).

Le taux de chômage au sens du BIT atteint 10,2 % fin 2015 en Normandie. En lien avec la relative stabilisation des emplois, il s'est

maintenu vers ce niveau tout le long de l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) continue de progresser de 2,8 %. Cette hausse, assez similaire au niveau national, est légèrement moins soutenue qu'en 2013 et 2014, suivant ainsi l'inflexion constatée sur les emplois. En revanche, le nombre de demandeurs d'emplois de catégories A, B, C continue d'augmenter à un rythme élevé (+ 4,9 %). Ainsi la reprise de l'emploi passe souvent par des situations d'emploi plus précaires, comme l'activité partielle dont la demande augmente en 2015.

La situation des jeunes de moins de 25 ans sur le marché du travail continue de s'améliorer en 2015 (- 3,4 % pour la catégorie A) sous l'effet des mesures pour l'emploi des jeunes. En revanche la demande d'emploi des plus de 50 ans augmente fortement (+ 8,1 % en catégorie A). Enfin, les demandeurs d'emplois depuis plus d'un an progressent de 8,3 % et atteignent près de la moitié des inscrits fin 2015. Cela montre une durée du chômage qui a tendance à augmenter.

En 2015, la création de nouvelles entreprises baisse de 10 %, avec 17 300 créations. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont les plus touchés par cette baisse. Les dispositions de la loi Pinel de 2014 conduisent les entrepreneurs à préférer les

entreprises individuelles traditionnelles (+ 26 %) au micro-entrepreneuriat (- 31 %). Les créations de sociétés augmentent quant à elles de 1,6 %. Les défaillances d'entreprises continuent de progresser (+ 1,1 %), mais à un rythme plus faible que les années précédentes.

De meilleures perspectives dans la construction

Après plusieurs années de baisses consécutives, les autorisations de construire des logements repartent à la hausse (+ 5 %), une tendance en phase avec l'évolution nationale. Si l'effet ne se fait pas encore sentir sur l'activité en 2015, ces perspectives devraient soutenir les mises en chantiers à venir. Ce regain de dynamisme s'observe aussi dans la promotion immobilière qui a vu ses ventes de logements neufs s'accroître fortement en 2015. En revanche, l'activité de construction de locaux d'activité reste en berne.

La reprise de l'activité au niveau national a bénéficié au secteur des transports. Les ports normands ont pu bénéficier d'un volume accru de marchandises (+ 2 % au Havre, + 4 % à Rouen). Concernant le transport de passagers, l'année 2015 est une année faste, aussi bien pour le trafic maritime trans-manche que pour l'activité aéroportuaire.

Dans le secteur agricole, l'année 2015 est marquée par la baisse généralisée des prix et par la crise dans le secteur de l'élevage. Le contexte international, entre récolte mondiale de céréales surabondante et baisse de la demande mondiale de poudre de lait, est défavorable à l'agriculture normande.

Avec 5,7 millions de visiteurs accueillis, la fréquentation de la région se maintient à un bon niveau en 2015 (+ 0,3 %, soit 37 600 nuitées de plus), malgré l'absence d'événements phares comme en 2014. Cette année marque un retour de la clientèle française (+ 0,8 % pour les hôtels et + 8,6 % pour les campings), qui compense la relative désaffection des étrangers (- 6,2 % pour les hôtels et - 3,1 % pour les campings) ■

1 Tableau de bord de l'année 2015 en Normandie

	Normandie		France métropolitaine	
	Valeur 2015	Évolution 2015/2014 (en %)	Valeur 2015	Évolution 2015/2014 (en %)
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (*) au 4 ^e trimestre 2015	722 356	- 0,2	15 947 700	+ 0,5
dont				
industrie	196 625	- 1,5	3 120 500	- 1,2
construction	72 437	- 3,4	1 313 400	- 2,6
tertiaire marchand	453 294	+ 1,0	11 513 800	+ 1,4
dont commerce	138 282	+ 0,8	3 023 900	+ 0,8
dont intérim	36 124	+ 4,3	586 200	+ 9,4
Taux de chômage localisé au quatrième trimestre 2015 (p)	10,2 %	- 0,2	10,0 %	- 0,1
Demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers)	181,6	+ 2,8	3 638,5	+ 2,4
Créations d'entreprises (y-c micro-entreprises)	17 299	- 9,9	509 550	- 4,7
Logements commencés	14 200	- 2,5	335 400	+ 1,6
Logements autorisés	15 400	+ 5,0	372 200	+ 3,8
Tourisme – Nuitées en hôtels (en milliers)	7 515	- 1,0	202 087	+ 1,8
Tourisme – Nuitées en camping (en milliers)	3 363	+ 3,4	112 876	+ 2,9

* Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs
(p) données provisoires

Source : Insee, Direccte, Pôle emploi, Dreal

Contexte national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee Direction Générale

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %); l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne dynamise

l'investissement et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

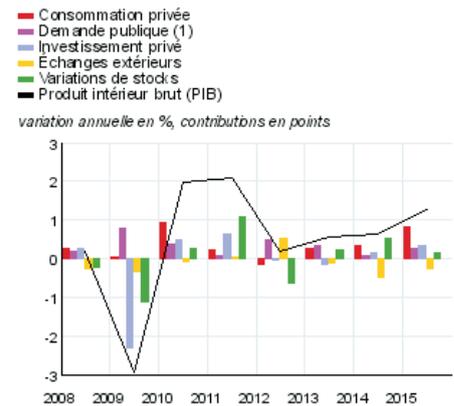
L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB



(1) Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages
Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié marchand non agricole s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 (+ 1,6 % après + 0,7 %). Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %) ■

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année (en %)			En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
Produit intérieur brut (PIB)	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,3	2 181,1	+ 1,3
Importations	+ 2,1	+ 4,7	+ 6,6	685,0	- 2,1
Consommation effective des ménages, dont :	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,6	1 540,7	+ 1,1
- dépense des ménages	+ 0,5	+ 0,7	+ 1,5	1 156,0	+ 0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM*	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,7	384,7	+ 0,3
Consommation collective des administrations publiques	+ 1,5	- 0,1	+ 1,0	182,7	+ 0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	- 0,8	- 0,3	+ 1,0	469,2	+ 0,2
- entreprises non financières	+ 0,2	+ 1,6	+ 2,8	262,7	+ 0,3
- ménages	- 0,5	- 3,5	- 0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	- 0,7	- 5,7	- 3,8	75,3	- 0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,1	2,7	+ 0,1
Exploitations	+ 1,9	+ 3,3	+ 6,1	654,9	+ 1,8

* ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010